

La Tribune (Algeria), 8 December 2005

Ouverture aujourd'hui de la conférence des ministres des Affaires étrangères de l'OTAN La lutte antiterroriste, les armes de destruction massive...

8 Décembre 2005

Publié sur le web le 8 Décembre 2005

De notre envoyée spéciale à Bruxelles : Mekioussa Chekir

La capitale belge, Bruxelles, a rendez-vous aujourd'hui avec la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), avec pour ordre du jour les dossiers phares de l'actualité internationale. Il s'agit principalement de la lutte antiterroriste, des armes de destruction massive, du conflit au Proche-Orient, de la guerre en Irak ainsi que des opérations de l'OTAN en Afghanistan, au Kosovo et dans les Balkans. Lors du briefing qu'il a animé à l'intention des journalistes représentant les pays de la rive sud de la Méditerranée ainsi que le Golfe, le secrétaire général de l'OTAN, M. Jaap de Hoop Scheffer, a évoqué des «enjeux importants» qui seront soumis à débat aux 26 ministres des Affaires étrangères de l'Organisation. Cette dernière, a-t-il noté, est engagée dans le défi de la pacification dans le monde avec 15 000 soldats en Afghanistan pour accompagner la reconstruction de ce pays ravagé par une guerre larvée et 17 000 autres postés au Kosovo pour prévenir tout retour de la violence dans ce pays. Si les différents intervenants n'ont cessé de soutenir devant les journalistes la perspective de «transformation» que l'OTAN s'est engagée à mener en vue de «corriger son image de marque» aux yeux de l'opinion internationale, à travers notamment davantage de «politisation» de ses missions, il n'en demeure pas moins que cette organisation ne semble pas avoir les coudées franches pour influencer profondément dans certains conflits.

Le cas le plus évident à ce sujet est le conflit israélo-palestinien dans lequel, avouent les responsables de l'Alliance, elle ne compte pas trop s'impliquer. Pressions des Etats-Unis ? Interférences d'intérêts ? n'ont cessé de vouloir comprendre les journalistes conviés par l'OTAN, ne réussissant à obtenir que des réponses diplomatiques. Nos interlocuteurs se défendent de faire l'objet d'une quelconque partialité en brandissant le principe du consensus qui doit caractériser l'Organisation transatlantique, quelle que soit la décision à prendre. «S'il y a un seul membre qui oppose une réticence, le vote ne peut pas se faire», ont-ils soutenu en rappelant la guerre de l'Irak pour laquelle l'OTAN avait émis des réserves. Sa présence dans ce pays, rappellera-t-on, se limite à la seule formation, sur leur demande, des soldats et autres policiers irakiens. Il y a lieu, en revanche, de retenir l'intérêt que manifeste l'OTAN à élargir son partenariat aux pays de la rive sud de la Méditerranée et même du Golfe, certains d'entre eux ayant rejoint l'initiative lancée en 1994. L'Algérie, le Maroc, l'Egypte, la Mauritanie, la Jordanie, le Qatar, le Koweït en font partie en attendant l'intégration souhaitée par l'OTAN de l'Arabie saoudite, le sultanat d'Oman et le Liban.

Pour faire le point sur le devenir du partenariat de l'OTAN avec les pays de la Méditerranée et du Golfe, ses responsables ont retenu le principe de l'organisation de deux sommets, l'un en février 2006 et le second en 2008. L'OTAN, notons-le enfin, est, par ailleurs, engagée dans des actions d'assistance civile, comme sa présence au Pakistan pour venir en aide aux populations touchées par le séisme qui a récemment frappé ce pays ainsi qu'aux Etats-Unis secoués en septembre dernier par l'ouragan Katrina. Il en est de même pour son intervention dans des pays d'Asie à la suite du passage du tsunami ainsi qu'au Soudan pour soutenir humainement les populations du Darfour.

Pas de coopération avec l'Algérie dans le domaine de la lutte antiterroriste

La coopération entre l'OTAN et l'Algérie dans le domaine de la lutte antiterroriste n'existe pas, ont avoué des représentants de l'OTAN. «Au jour d'aujourd'hui, l'Algérie n'a pas manifesté suffisamment de coopération avec notre organisation dans ce domaine», a déploré le responsable de la coopération, de la politique de défense et de la division du planning au sein de l'OTAN, M. George Katsirdakis, lors d'un briefing avec la presse des pays méditerranéens et du Golfe. Un autre responsable ajoutera que, même durant les années de feu et de sang que notre pays a endurées, l'OTAN n'avait jamais été sollicité pour un quelconque soutien ou intervention.

«Cela ne veut pas dire que, si ça avait été le cas, nous serions systématiquement intervenus, il se pourrait qu'il y ait eu des membres qui auraient été d'accord et d'autres non.» Ce qui est certain, en revanche, comme l'ont réitéré plusieurs intervenants, c'est que, même si l'Algérie a été la dernière à intégrer l'initiative de partenariat lancée par l'OTAN en direction des pays de la rive sud de la Méditerranée ainsi que du Golfe, elle reste l'un des pays qui coopèrent le mieux dans d'autres domaines. Ce qui pourrait amener l'Algérie à envisager une autre approche s'agissant de la lutte antiterroriste. A ce propos, une rencontre entre les responsables de l'Organisation transatlantique et l'ambassadeur d'Algérie à Bruxelles a eu lieu il y a deux jours, pour revoir les possibilités de coopération avec notre pays. Rappelons à ce sujet le déplacement en Algérie de plusieurs missions de l'OTAN pour y effectuer des exercices, au même titre qu'au Maroc, en Egypte et en Mauritanie.